



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Référendum en Nouvelle-Calédonie

Question au Gouvernement n° 4390

Texte de la question

RÉFÉRENDUM EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. le président. La parole est à M. Moetai Brotherson.

M. Moetai Brotherson. Monsieur le Premier ministre, depuis quelques années, le Gouvernement suit avec beaucoup de sagesse le processus qui se déroule en Nouvelle-Calédonie, témoignant d'un souci de dialogue permanent avec les autorités locales ainsi qu'avec les Nations unies pour que le référendum puisse avoir lieu sans que les résultats soient contestés.

Mais aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie n'a ni le cœur ni la tête à la politique. Après la Polynésie française, elle fait face à la pandémie de covid-19, avec des taux d'incidence et de mortalité malheureusement assez critiques. Certaines forces politiques néo-calédoniennes ont donc émis une demande de report du troisième référendum, prévu le 12 décembre.

Ma question est simple : où en est le dialogue sur ce point ? Le plus important est de faire en sorte que les résultats ne puissent pas faire l'objet d'une quelconque contestation et que les opérations se déroulent dans l'atmosphère de sagesse requise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Je vous remercie de m'interroger sur la situation en Nouvelle-Calédonie, à laquelle, vous l'avez rappelé, le Gouvernement est très attentif. Je le suis moi-même, tout comme le ministre des outre-mer, lequel est d'ailleurs sur place, d'une part pour maintenir l'indispensable dialogue que, dans la lignée de mes prédécesseurs, je me suis attaché à conforter, notamment pour préparer la consultation référendaire du 12 décembre, d'autre part pour me dresser un état des lieux précis de la situation sanitaire.

Car – vous l'avez dit et chacun peut le comprendre – c'est évidemment l'évolution de la situation sanitaire qui vient troubler le jeu de la perspective référendaire. Je vous donne donc, ainsi qu'à la représentation nationale, quelques informations à ce sujet, en ayant une pensée pour l'ensemble des territoires ultramarins, particulièrement affectés par la covid-19 tout au long de cet été, et en saluant notamment la Guyane, fortement touchée actuellement.

Après avoir été un territoire *covid free*, la Nouvelle-Calédonie, vous l'avez dit, n'a malheureusement pas été épargnée. On a ainsi compté jusqu'à 1 300 cas pour 100 000 habitants – c'est beaucoup. Le 22 septembre, le niveau est redescendu jusqu'au chiffre rond de 500 cas, la tendance actuelle étant de 130 nouveaux cas quotidiens. La situation s'améliore même si elle reste préoccupante, en particulier concernant les

hospitalisations – il existe toujours un décalage entre cet indicateur et le nombre de cas. Ainsi 235 patients atteints de covid sont-ils encore hospitalisés sur le Caillou, 54 étant en réanimation.

Je veux souligner que la métropole a envoyé beaucoup de renforts, qu'il s'agisse de volontaires ou de matériel. C'est ainsi que 300 professionnels ont été acheminés, parallèlement à un envoi massif de matériel médical. La solidarité nationale se déploie ainsi partout.

Surtout, la Nouvelle-Calédonie a instauré la vaccination obligatoire – une décision qui relève de sa compétence. C'est évidemment une des réponses essentielles à la question que vous posez, mais surtout une des solutions majeures pour redresser la situation épidémique. De ce point de vue, les données dont nous disposons sont, sinon satisfaisantes, du moins en progression : hier, 60,7 % de la population avaient reçu une première dose et nous espérons bien, d'ici à la fin de ce mois, atteindre les 85 % – tel est l'objectif que nous nous sommes conjointement fixé avec le gouvernement calédonien.

À partir de la semaine du 12 octobre, nous pourrons lever les mesures de confinement déployées en Nouvelle-Calédonie, ce qui peut ouvrir des perspectives raisonnables. Notre objectif reste d'organiser ce référendum. Nous avons beaucoup travaillé dans ce sens avec les parties prenantes. Il faut bien sûr prendre en considération les conditions sanitaires, et nous les regardons à la loupe. J'attends le rapport que me fera Sébastien Lecornu à son retour, après avoir discuté de ces questions sur place. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)*

M. le président. La parole est à M. Moetai Brotherson.

M. Moetai Brotherson. Je vous remercie beaucoup pour votre réponse. Nous attendons donc le rapport que fera le ministre des outre-mer au retour de sa mission.

Données clés

Auteur : [M. Moetai Brotherson](#)

Circonscription : Polynésie Française (3^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4390

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 octobre 2021](#)